

Convention financière
Entre la Ville de Trouville-sur-Mer et
L'association OFF
Exercice 2025

Entre :

La Ville de Trouville-sur-Mer, représentée par Madame de GAETANO Sylvie, Maire,
et désignée sous le terme « **la Ville** », d'une part,

Et

L'Association dénommée **OFF**, dont le siège est situé BP 81 14360 TROUVILLE SUR MER
Représentée par sa Présidente, Madame Elise JAMET
Et son coordinateur Général, Monsieur Samuel PRAT
et désignée sous le terme « **L'Association** », d'autre part,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 19 décembre 2024 portant octroi de subventions pour l'année 2025,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 19 décembre 2024 approuvant les projets de conventions financières pour le versement de subventions supérieures à 23 000 €,

Considérant le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} :

La Ville s'engage à soutenir financièrement l'objectif général de **l'Association**, à savoir favoriser la création, la production et la diffusion d'œuvres artistiques ainsi que l'organisation d'événements populaires, sociaux ou sportifs tant en France qu'à l'étranger.

Article 2 :

Pour 2025, l'aide de **la Ville** à la réalisation des actions retenues s'élève au total à la somme de 58 000 euros (cinquante huit mille euros) répartie comme suit :

Festival OFF	30 000,00 €
Studio OFF	25 000,00 €
Prix du public de Trouville sur Mer	3 000,00 €

La subvention sera versée en totalité après le vote des subventions et sur production des justificatifs visés à l'article 6.

Article 3 :

En outre, **L'Association** bénéficie de la mise à disposition gratuite de locaux situés Chemin du Mariais à Touques (14800), représentant un avantage en nature évalué à 2 614,99 euros par mois comprenant un bâtiment principal servant de bureaux à l'association au rez-de-chaussée et de logement d'artiste à l'étage ainsi qu'un hangar servant de réserve sur le même site, dont les conditions sont définies dans le cadre d'une convention.

Article 4 :

L'Association s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues défini à l'article premier ;
- à fournir un compte-rendu d'exécution dans les trois mois suivant la réalisation de l'exercice concerné ;
- à faciliter le contrôle par les services de la Ville de Trouville-sur-Mer de la réalisation des actions, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables.

Article 5 :

Conformément à l'article L 612-4 du code du commerce, si l'ensemble des aides publiques excède 153 000 euros (article D 612-5 du code du commerce), **L'Association** devra désigner un commissaire aux comptes pour six exercices, dont elle fera connaître le nom à **la Ville** dans un délai de 3 mois après sa désignation.

Article 6 :

L'Association s'engage à fournir, dans les six mois de la clôture de chaque exercice, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou, si l'organisme bénéficiaire remplit les conditions citées à l'article 5 ci-dessus, par le commissaire aux comptes.

Article 7 :

L'Association fera connaître à **la Ville**, dans un délai d'un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction et transmettra à **la Ville** ses statuts actualisés.

Article 8 :

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 9 :

L'absence totale ou partielle du respect des clauses prévues aux articles 5 à 8 de la présente convention pourra avoir pour effet :

- l'interruption de l'aide financière de la collectivité ;
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués ;
- la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

Article 10 :

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2025.

Article 11 :

Le comptable assignataire de la dépense est Madame le Trésorier Principal de la Ville de Trouville-sur-Mer.

Fait à Trouville-sur-Mer, le

Pour la Ville
Le Maire,
Vice-Présidente de la CCCC,

Pour l'Association
La Présidente,

Sylvie de GAETANO

Elise JAMET